

Réponses de FREE à la consultation publique relative à l'analyse des marchés pertinents de la téléphonie fixe effectuée par l'Autorité de régulation des télécommunications

Septembre 2004

1	Le Contexte.....	4
2	Remarques préliminaires	4
3	Remarques generales sur le document soumis a consultation	4
4	Delimitation des marches pertinents de detail (Chapitre 2).....	5
4.1	dimension géographique des marches de détail (A-1).....	5
4.2	Dimension nationale des marches de gros	5
4.3	Neutralite technologique (A-4)	5
4.4	Les marchés pertinents de l'accès recensés par l'Autorité (B)	6
4.5	Marchés des communications en bande étroite (C).....	6
4.5.1	Marché des communications locales/interurbaine (C-1.1), vers les mobiles (C-2) et vers l'international (C-3).....	6
4.5.2	Marché des communications vers les prestataires de service (C-1.2)	6
5	Sur la puissance de France Télécom sur les marchés pertinents de détail (Chapitre 3).....	6
5.1	L'accès en bande étroite (3-A)	6
5.2	Sur le marché des communications (3-B).....	6
6	Delimitation des marches pertinents de gros (Chapitre 4).....	7
6.1	Delimitation des prestations incluses dans les marches de gros (4-A.1).....	7
6.2	Délimitation géographique sur le territoire metropolitain (4-A.2, 4-B.2, 4-C.2, 4-D.2).....	7
6.3	Delimitation des marchés pertinent de gros : un marché pertinent oublié par l'Autorité ? (4-A.3)	7
6.3.1	Le départ d'appels au commutateur d'abonnés (4-B).....	8
6.4	Le marché CT métropole <-> CT outre-mer et CT-outre-mer <-> CT-outre-mer (4-E).....	8
6.5	Le marché du transit international (4-G)	8
7	Identification des opérateurs puissants sur les marchés pertinents de gros définis par l'Autorité (Chapitre 5).....	8
7.1	Départ d'appel CA (5.B).....	8
7.2	Sur l'autoconsommation de France Télécom à prendre en compte	9
7.3	Sur l'acheminement entre le CA et le CT et la prise en compte de l'auto-consommation de France Télécom (5 .C).....	9
7.4	Sur le marche de l'acheminement entre commutateurs de transit (5-D)	9
7.5	Sur le marche de transit outre-mer (5-E)	10
7.6	Puissance sur le marché de gros de la terminaison d'appels sur le réseau de France Télécom (5-F) 10	
8	Obligations a appliquer aux exploitants puissants sur les différents marchés pertinents identifiés (Chapitre 6).....	10
8.1	Non discrimination (6-B).....	10

8.2	Demande d'accès (6-C).....	11
8.3	Prestations d'accès spécifiques (6-D).....	11
8.4	extension de la sélection du transporteur aux communications interpersonnelles supportées par des numéros non géographiques (6-D.1.4).....	11
8.5	modalités de commande de services de présélection (6-D.1.5).....	12
8.6	prestations de facturation pour compte de tiers (6-D.2).....	12
8.7	Interconnexion forfaitaire pour l'accès à internet (6-D.3).....	13
8.8	« fourniture en gros du service téléphonique » ou « vente en gros de service de raccordement » ? (6-D.4).....	13
8.8.1	Sur l'intitulé de la mesure proposée.....	14
8.8.2	Sur la motivation de la mesure proposée	15
8.8.2.1	Les « difficultés organisationnelles » des ménages	15
8.8.2.2	L'immense avantage immense dont bénéficie France Télécom, du fait d'une relation commerciale obligatoire dans le cadre de l'accès au service téléphonique en position fixe	16
8.9	Sur les éventuels dommages collatéraux de la mesure proposée	16
8.9.1	Sur l'accès large bande (accès à la boucle locale métallique et accès aux DSLAM de France Télécom).....	16
8.9.2	Sur l'accès aux services spéciaux (6-D.4.4.4 du document soumis à consultation).....	17
8.9.3	Sur l'accès au service de sélection du transporteur (6-D.4.4.5 du document soumis à consultation).....	20
8.9.4	Sur la portabilité « fictive » (6-D.4.4.3 du document soumis à consultation).....	20
8.9.5	Ce que Free estime être une mesure proportionnée et justifiée, remplissant les objectifs visés	20
8.9.5.1	Première option : une solution de « confort ».....	20
8.9.5.2	Seconde option : une prestation plus compliquée mais ouvrant potentiellement la porte à l'innovation.....	21
8.10	Transparence (6-E)	21
8.11	Contrôle des tarifs (6-F).....	22
8.11.1	Départ d'appels depuis le CA et terminaison intra-CA (6-F.3).....	22
8.11.2	Acheminement CA-CT (6-F.4).....	22
8.11.3	Acheminement CT-CT.....	23
8.11.4	Transit outre mer (F-6).....	23
8.11.5	Prestations spécifiques et connexes (F-7)	23
8.11.6	Vente en gros de services de raccordement / fourniture en gros du service téléphonique (F-8)	23
8.11.7	Modalités du contrôle tarifaire (F-9).....	23
9	Séparation coimptable (6-G).....	24
10	Obligation sur les marchés de détail (7)	24
10.1	Sur les tarifs de détail des communications	24
10.2	Allegement du contrôle tarifaire (7-D)	24
10.3	encadrement pluriannuel des « tarifs de base » vers les mobiles et le fixe (7-E.1 et 7-E.2)	24
10.4	Séparation comptable (7-F).....	25

1 LE CONTEXTE

Free est un opérateur de réseaux et services de communications électroniques disposant de licences L.33-1 et L.34-1 délivrées par les pouvoirs public lui permettant d'établir et opérer un réseau et fournir au public des services de communications électroniques.

A cet effet, Free propose à la clientèle résidentielle un accès à un service téléphonique plein et entier exploité sur la boucle locale métallique. Ce service, effectif depuis fin août 2003 pour les abonnés dégroupés, et depuis avril 2004 pour les abonnés non dégroupés, représente à ce jour environ <X> abonnés actifs, générant un trafic mensuel <X> minutes sur le mois de <X>.

Les clients de Free sont accessibles depuis les réseaux d'autres opérateurs filiaires ou mobiles par des numéros de la forme 087B, ce qui permet aux clients de Free de conserver leurs numéros en cas de changement de localisation géographique ou d'opérateurs.

Par ailleurs, d'autres sociétés du groupe offrent des services sur le segment de la sélection du transporteur ou le marché de la carte téléphonique prépayée.

Free est donc un tiers intéressé au regard du document soumis à consultation et espère que l'Autorité tiendra le plus grand compte de ses réponses.

2 REMARQUES PRELIMINAIRES

Avant toute chose, Free tient à rappeler l'esprit des Directives : les obligations susceptibles d'être imposées aux opérateurs puissants doivent respecter les principes de proportionnalité et de distorsion minimum du marché.

Même si les textes communautaires évoquent la possibilité d'appliquer un ensemble assez vaste et large d'obligations aux opérateurs puissants, les autorités de régulation ne sont pas tenues d'imposer toutes ces obligations à ces opérateurs.

3 REMARQUES GENERALES SUR LE DOCUMENT SOUMIS A CONSULTATION

Free constate que le document soumis représente un travail considérable, sérieux, effectué conformément aux lignes directrices et à la recommandation de la Commission et note que les marchés pertinents sont soigneusement délimités au terme d'analyses de substitution rigoureuses, l'Autorité usant de son pouvoir d'appréciation pour fixer la limite de certains services de transit.

L'Autorité identifie avec le plus grand soin la puissance de France Télécom sur chacun des marchés pertinents et motive en détail les obligations à appliquer à cet exploitant.

Free soutient pleinement les obligations proposées par l'Autorité mais souhaite cependant que la mesure relative à la « vente en gros de services de raccordements » soit sérieusement amendée dans le sens de conduire à une neutralité totale entre l'accès au service téléphonique fourni sur la bande basse quel que soit l'exploitant commercialisant ce service téléphonique aux clients finals et les services fournis sur la bande haute, quelle que soit le mode d'accès (accès à la boucle locale ou accès aux DSLAM de France Télécom) et quel que soit l'exploitant commercialisant ces accès haut débit aux mêmes clients.

S'agissant de l'obligation de facturation pour compte de tiers, Free souhaite que l'Autorité fasse preuve de la plus grande énergie et applique à l'ensemble des opérateurs raccordant des clients

finale une obligation de facturation comprenant non seulement la facturation et l'encaissement mais également les relances, recouvrement amiable ou contentieux.

Il n'est pas admissible que seule France Télécom puisse bénéficier d'une obligation de ne fournir qu'une prestation dégradée, telle qu'issue de la mise en œuvre de la décision 01-374 alors qu'elle bénéficie de la part d'autres exploitants de prestations de confort en matière de facturation pour compte de tiers.

S'agissant des tarifs du simple transit, Free considère que ces tarifs sont très supérieurs aux coûts et, qu'en aucun cas une baisse du simple transit ne devrait « stériliser des investissements passés puisque les commutateurs d'abonnés donnent également l'accès à la boucle locale ou à d'autres prestations commercialisées par France Télécom (LPT ou ACA).

4 DELIMITATION DES MARCHES PERTINENTS DE DETAIL (CHAPITRE 2)

4.1 DIMENSION GEOGRAPHIQUE DES MARCHES DE DETAIL (A-1)

Free estime que les marchés de détail visés par la Recommandation sont des marchés nationaux et qu'il convient dès lors d'écarter toute division du territoire métropolitain.

En effet, comme l'expose l'Autorité, le réseau de France Télécom est d'envergure nationale et ses offres de détail pénétrées à l'échelle du territoire métropolitain.

Free observe que les opérateurs concurrents commercialisent des offres à l'échelle du territoire métropolitain dont le tarif de détail ne fait pas peser de discrimination selon la localisation géographique de la clientèle.

Pour toutes ces raisons, Free estime totalement justifié que l'Autorité, dans son appréciation portant sur la délimitation géographique des marchés de détail de la téléphonie fixe, retienne l'ensemble du territoire national.

4.2 DIMENSION NATIONALE DES MARCHES DE GROS

Free estime que le marché de gros est d'envergure nationale et qu'il convient d'écarter toute division fine du territoire qui ne serait qu'artificielle.

Free soutient donc pleinement l'appréciation de l'Autorité qui considère que les marchés de gros telles qu'elle a identifiés ont une envergure nationale sur le territoire métropolitain et qu'il convient donc d'écarter la définition d'hypothétiques marchés portant sur « le départ d'appels en position déterminée dans la région Rhône Alpes / le département de l'Isère / la communauté Urbaine de Grenoble / le canton de Vif ».

4.3 NEUTRALITE TECHNOLOGIQUE (A-4)

Free estime nécessaire et indispensable que le principe de neutralité technologique soit retenu.

En effet, ce n'est pas parce qu'un opérateur mettrait en œuvre des technologies de type « voix sur DSL » pour fournir l'accès au service téléphonique que les obligations applicables aux opérateurs puissants (contrôle des tarifs de détail, sélection du transporteur, etc.) devraient automatiquement écartées.

A titre d'exemple, Free commercialise un accès au réseau téléphonique totalement indistinguable, du point de vue du consommateur de celui exploité par France Télécom puisque les mêmes fonctionnalités sont offertes (départ d'appels, arrivée d'appels, services de boucle locale).

Free soutient donc la position de l'Autorité qui écarte toute segmentation qui serait fondée sur la technologie mise en œuvre par les exploitants dans le but de fournir le service téléphonique et acheminer entre utilisateurs des communications.

Ainsi, si la sélection du transporteur constitue une mesure appropriée pour résoudre des problèmes concurrentiels sur le marché pertinent de détail des communications inter-personnelles (locales/interurbaines, vers les mobiles, vers l'international), elle doit s'appliquer quelle que soit la technologie sous-jacente mise en œuvre (TDM ou IP) puisque vu du consommateur, la « *voix reste la voix* ».

4.4 LES MARCHES PERTINENTS DE L'ACCES RECENSES PAR L'AUTORITE (B)

Free soutient la segmentation retenue par l'Autorité, en tout point aux textes européens et observe que l'Autorité utilise fort justement son pouvoir d'appréciation pour découper plus finement le marché de l'accès au réseau téléphonique public pour la clientèle professionnelle.

4.5 MARCHES DES COMMUNICATIONS EN BANDE ETROITE (C)

4.5.1 *Marché des communications locales/interurbaine (C-1.1), vers les mobiles (C-2) et vers l'international (C-3)*

La définition retenue par l'Autorité n'appelle pas de remarques particulières de la part de Free.

4.5.2 *Marché des communications vers les prestataires de service (C-1.2)*

Free estime justifié et proportionné que des obligations sur le marché de gros soient appliquées aux opérateurs maîtrisant l'accès :

- obligation de fournir des prestations de départ d'appels ;
- obligation de fournir une prestation de facturation pour compte de tiers ;

Free souhaite d'ailleurs que l'Autorité élargisse à tous les opérateurs (fixes et mobiles) ces obligations totalement justifiée pour garantir l'exercice d'une concurrence effective et loyale.

5 SUR LA PUISSANCE DE FRANCE TELECOM SUR LES MARCHES PERTINENTS DE DETAIL (CHAPITRE 3)

5.1 L'ACCES EN BANDE ETROITE (3-A)

Free est convaincu de la puissance de France Télécom sur les marchés de l'accès en bande étroite pour la clientèle et non-résidentielle, telle que démontrée par l'Autorité au terme de son analyse.

5.2 SUR LE MARCHE DES COMMUNICATIONS (3-B)

Free est convaincu de la puissance de France Télécom sur les marchés des communications pour la clientèle résidentielle et non-résidentielle telle que démontrée par l'Autorité au terme de son analyse.

6 DELIMITATION DES MARCHES PERTINENTS DE GROS (CHAPITRE 4)

6.1 DELIMITATION DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LES MARCHES DE GROS (4-A.1)

L'Autorité considère qu'une prestation de gros offre la possibilité aux opérateurs bénéficiaires d'acheminer tout type de trafic et qu'il n'y a pas lieu de définir des marchés de gros distincts selon le type de trafic (résidentiel, on résidentiel, local/interurbains, etc.).

Free partage pleinement à l'analyse et les argumentations développées par de l'Autorité.

6.2 DELIMITATION GEOGRAPHIQUE SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN (4-A.2, 4-B.2, 4-C.2, 4-D.2)

L'Autorité considère qu'il n'y a pas lieu de diviser finement les marchés de gros sur le territoire national et l'argumente avec le plus grand soin.

Free partage pleinement l'analyse et les argumentations développées par de l'Autorité.

6.3 DELIMITATION DES MARCHES PERTINENT DE GROS : UN MARCHÉ PERTINENT OUBLIÉ PAR L'AUTORITÉ ? (4-A.3)

L'Autorité identifie, en métropole, quatre marchés pertinents :

- départ d'appels au commutateur d'abonnés ;
- acheminement entre commutateurs d'abonnés et commutateurs de hiérarchie supérieure
- acheminement entre deux commutateurs de hiérarchie supérieure
- terminaison d'appels sur le réseau de chaque opérateurs de boucle locale

Free relève que les marchés de gros définis par l'Autorité ne conduisent pas à un « recouvrement », ce qui est en tout point conforme à la recommandation.

Free observe cependant que l'Autorité ignore le marché pertinent de l'acheminement des communications entre deux commutateurs d'abonnés « adjacents ». En effet, dans certaines zones géographiques denses (Île de France, Lyon, etc.) voire de manière générale, France Télécom écoule des communications échangées entre deux abonnés raccordés à deux commutateurs d'abonnés différents sans mobiliser de prestations d'acheminement entre ces commutateurs d'abonnés et l'un des centres de transit de la zone géographiques, les communications étant alors écoulees sur des circuits de jonction entre commutateurs d'abonnés « adjacents » (ANJOU vers BEAUJON par exemple).

Free relève que l'OFCOM impose à BT cette obligation d'acheminement de CA à CA « voisin » dans le but d'atténuer le désavantage structurel dont souffrent les opérateurs tiers dans le cadre du transport des communications locales¹.

Free souhaite que l'Autorité définisse ce marché comme un marché pertinent et applique le cas échéant à France Télécom les obligations appropriées en la matière.

¹ < http://www.ofcom.org.uk/consultations/past/cps_option/cps_local/cps_local.pdf?a=87101 >

6.3.1 *Le départ d'appels au commutateur d'abonnés (4-B)*

L'Autorité propose de définir le marché de départ d'appel au commutateur d'abonnés, ce qui est pleinement conforme à la recommandation qui offre une certaine latitude aux autorités nationales de régulation pour délimiter la frontière entre le transit et le départ d'appels.

Free soutient donc la délimitation effectuée par l'Autorité.

6.4 *LE MARCHE CT METROPOLE <-> CT OUTRE-MER ET CT-OUTRE-MER <-> CT-OUTRE-MER (4-E)*

A titre liminaire, Free est acheteur des prestations suivantes :

- collecte du trafic, en provenance des DOM et à destination des numéros spéciaux (3BPQ et 08AB) à livrer en métropole ;
- terminaison de communications interpersonnelles entre un utilisateur de métropole et un utilisateur localisé dans l'un des DOM

Free estime que l'Autorité justifie pleinement et conformément aux textes européens la définition des marchés pertinents de transit entre la métropole et chacun des DOM.

Par ailleurs, Free relève que l'Autorité certaines prestations de transit d'un DOM donné vers un autre DOM pouvant se décomposer en transit DOM – métropole couplé à un transit métropole DOM. (E-1.1.2) Compte tenu du fait que les marchés pertinents « départ d'appels au CA » et « CT – CT métropolitain » ont été définis, l'Autorité évite conformément à la recommandation, de définir un marché pertinent « recouvrant » d'autres marchés.

Free soutient donc la proposition exposée par l'Autorité dans le chapitre E12 visant à définir 10 marchés pertinents se décomposant en :

- 6 marchés de prestations bidirectionnelles de transit entre la métropole et chacun des territoires identifiés ;
- 4 marchés de prestations de transit entre certains territoires

6.5 *LE MARCHE DU TRANSIT INTERNATIONAL (4-G)*

Free approuve l'analyse de l'Autorité qui propose de ne pas retenir le marché de gros du transit international comme marché pertinent.

7 IDENTIFICATION DES OPERATEURS PUISSANTS SUR LES MARCHES PERTINENTS DE GROS DEFINIS PAR L'AUTORITE (CHAPITRE 5)

7.1 *DEPART D'APPEL CA (5.B)*

L'Autorité propose de désigner France Télécom comme exploitant puissant sur le marché pertinent de départ d'appels au commutateur d'abonnés en position déterminé sur le territoire national.

Free partage l'analyse de l'Autorité effectuée conformément à la recommandation et aux lignes directrices. Free relève en particulier que l'Autorité ne s'est pas contenté de constater des parts importante de marché (compte tenu du fait que France Télécom est puissant sur le marché de l'accès à la boucle locale métallique). Elle a également analysé avec le plus grand soin le bénéfice

que tire France Télécom des effets de gamme ou d'échelle, d'infrastructures difficiles à dupliquer (comme la boucle locale métallique) ainsi que de l'absence de contre-pouvoir des acheteurs.

7.2 SUR L'AUTOCONSUMMATION DE FRANCE TELECOM A PRENDRE EN COMPTE

Free observe que plusieurs régulateurs européens (l'OFCOM en particulier) prennent en compte l'autoconsommation des opérateurs dans la détermination de la puissance de marché.

Free soutient pleinement l'analyse et les arguments avancés par l'Autorité dont la position est cohérente avec les analyses des régulateurs européens.

7.3 SUR L'ACHEMINEMENT ENTRE LE CA ET LE CT ET LA PRISE EN COMPTE DE L'AUTO-CONSUMMATION DE FRANCE TELECOM (5 .C)

Free partage entièrement la proposition de l'Autorité visant à désigner France Télécom comme exploitant puissant sur le marché pertinent CA <-> CT.

L'Autorité justifie avec le plus grand soin, conformément à la recommandation et aux lignes directrices cette proposition.

L'Autorité relève que France Télécom dispose sur le « marché libre » d'une part de marché d'environ 50% de l'acheminement des communications entre un CA et un CT.

Free approuve pleinement l'analyse de l'Autorité qui justifie pleinement la prise en compte de l'auto-consommation par France Télécom de prestations d'acheminement CA-CT et relève que l'analyse de l'Autorité est totalement cohérente avec celles de régulateurs européens, notamment l'OFCOM

Free relève que l'Autorité ne s'est pas contentée de simplement constater des parts importante de marché sur le segment de l'acheminement CA-CT. Elle a également quantifié et analysé avec le plus grand soin le bénéfice que tire France Télécom des effets de gamme ou d'échelle, de l'absence de contre-pouvoir des acheteurs, en particulier les opérateurs de boucle locale fixe², de l'intégration verticale de l'entreprise³, du contrôle d'une infrastructure difficile à dupliquer ainsi que d'une concurrence limitée.

7.4 SUR LE MARCHE DE L'ACHEMINEMENT ENTRE COMMUTATEURS DE TRANSIT (5-D)

L'Autorité quantifie avec le plus grand soin la puissance de marché de France Télécom, auto-consommation incluse et ne conclue pas *a priori* à la puissance de France Télécom sur ce segment.

Outre les très importantes économies d'échelle ou de gamme, l'Autorité met en évidence l'absence de contre-pouvoir des acheteurs. L'Autorité relève en particulier que les opérateurs de boucle locale tiers – qui ne sont pas interconnectés entre eux compte tenu des barrières à l'entrée et des

² Free relève qu'aucun opérateur fixe n'a jamais approché Free dans le but de conclure une convention visant à écouler les communications vers les abonnés de Free, ce qui démontre que les opérateurs tiers fixes se reposent tous sur le réseau de France Télécom, interconnecté à tous les opérateurs tiers.

³ L'Autorité relève fort justement que France Télécom, dans le cadre de l'acheminement des communications à destination des numéros spéciaux (3BPQ, 08AB) ou des communications invoquant la sélection d'un transporteur, couple dans une ZT donnée des prestations de départ d'appels au CA avec un acheminement CA -> CT, ce qui écarte automatiquement la possibilité d'exercice d'une concurrence sur le segment CA <-> CT

faible volume en jeu – sollicitent une prestation d'acheminement CT <-> CT pour écouler le trafic émis par un de leur abonné à destination d'un abonné de n'importe quel autre opérateur que France Télécom.

A titre d'exemple, l'acheminement des communications émises par les abonnés des OBL Tiers (GSM, UPC, ADP, COLT, Comptel, etc.) à destination des abonnés Freebox® empruntent toutes un segment CT <-> CT fourni par France Télécom⁴.

Réciproquement, les communications émises par les abonnés Freebox® à destination des abonnés raccordés par d'autres opérateurs (Neuf, GSM, ADP, UPC, Comptel, etc.) empruntent également un segment CT – CT fourni par France Télécom.

A ce jour, le transit inter-opérateurs à travers le réseau de France Télécom est organisé par des dispositions techniques inscrites dans les conventions, les dispositions tarifaires étant organisés à travers une annexe dénommée « annexe 17 » dont la lecture ne permet pas de vérifier clairement l'absence de discriminations.

Free approuve donc la position de l'Autorité qui conduira au maintien de tout ou partie des obligations en vigueur, capitale pour le transit inter-opérateurs.

7.5 SUR LE MARCHE DE TRANSIT OUTRE-MER (5-E)

L'Autorité a justifié dans son analyse la méthode consistant à mesurer la puissance de France Télécom sur 3 groupes de marchés.

Free n'a pas de commentaires particuliers à faire sur la démonstration, effectuée avec le plus grand soin par l'Autorité, sur la puissance de marché de France Télécom sur les marchés pertinents du transit entre la métropole et 6 territoires ainsi que le transit des communications échangées entre 6 territoires.

7.6 PUISSANCE SUR LE MARCHE DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPELS SUR LE RESEAU DE FRANCE TELECOM (5-F)

Free propose de désigner France Télécom comme opérateur puissant sur le marché de terminaison d'appels sur le réseau de France Télécom.

Free approuve pleinement la position de l'Autorité, soigneusement justifiée, conformément aux lignes directrices.

8 OBLIGATIONS A APPLIQUER AUX EXPLOITANTS PUISSANTS SUR LES DIFERENTS MARCHES PERTINENTS IDENTIIES (CHAPITRE 6)

8.1 NON DISCRIMINATION (6-B)

L'Autorité propose d'imposer cette obligation à France Télécom et motive soigneusement sa proposition.

Free souscrit pleinement à cette proposition pour toutes les raisons invoquées par l'Autorité et soutient sans réserves l'application de cette disposition aux prestations « connexes » (accès aux sites de France Télécom, interconnexion forfaitaire Internet, facturation pour compte de tiers des communications à destination des services spéciaux payants pour l'appelant, prestations de

⁴ L'un des centres de transit est exploité par Free et donne accès indirectement aux abonnés Freebox sous-jacents

collecte d'appels pour les communications à destinations des numéros de la forme 10YT, 3BPQ et 08AB, qu'ils soient payants ou gratuit pour l'appelant, que ce soit au départ des lignes fixes d'abonnés qu'au départ des cabines publiques, etc.)

8.2 DEMANDE D'ACCES (6-C)

L'Autorité motive le plus soigneusement possible sa proposition d'imposer cette obligation à France Télécom dans le cadre de la fourniture des prestations de départ d'appels au CA, de terminaison d'appels au CA, d'acheminements CA-CT, de transit CT-CT métropolitains, de transit CT métropolitain CT outre-mer ainsi que d'accès aux sites de France Télécom (commutateurs d'abonnés, centres de transit, etc.).

Free souscrit pleinement à la proposition de l'Autorité qui se traduira par le maintien des dispositions actuelles et souhaite que l'Autorité n'oublie pas le départ d'appels depuis les publiphones, prestation utilisée notamment pour l'accès aux services de communication interpersonnelle prépayée⁵.

Free estime important non seulement que les trois modes d'accès aux sites de France Télécom soient maintenus mais également que la possibilité de mutualisation d'infrastructures « lignes » soit pérennisée.

8.3 PRESTATIONS D'ACCES SPECIFIQUES (6-D)

L'Autorité motive le plus soigneusement possible sa proposition d'imposer cette obligation à France Télécom dans le cadre de la fourniture de prestations de sélection du transporteur, de modalités de commande des services de présélection, de facturation pour compte de tiers, etc.

8.4 EXTENSION DE LA SELECTION DU TRANSPORTEUR AUX COMMUNICATIONS INTERPERSONNELLES SOUTENUES PAR DES NUMEROS NON GEOGRAPHIQUES (6-D.1.4)

Free estime que la sélection du transporteur doit être étendue sans tarder aux communications interpersonnelles vers les numéros de la forme 087B. En effet, rien ne justifie que ce type de communications inter-personnelles soit traitée de manière discriminante par rapport aux communications vers les postes mobiles ou fixes (accessibles par des numéros dont le format fournit une idée de la localisation géographique de l'appelant).

Free observe que France Télécom a admis, dans le cadre des écritures échanges sous la houlette de l'Autorité qui avait à se prononcer durant l'année 2003 sur un litige survenu entre Free et France Télécom, que l'extension de la sélection, du transporteur vers les 087B (ou tout autre format de numérotation, tels que Z=7) est possible sans difficultés particulières.

A titre incident, Free estime que le format 087 est totalement inapproprié pour service de support à des communications interpersonnelles. Au delà de la saturation très proche des quelques ZABPQ ouverts dans le plan de numérotation par l'Autorité, la clientèle résidentielle (et non-résidentielle) est totalement déstabilisée par ce format de numéros qui lui rappelle les numéros à revenus partagés.

⁵ Télécartes® et Ticket de Téléphone® commercialisés par France Télécom, cartes diverses et variées commercialisés par d'autres exploitants ou fournisseurs

8.5 MODALITES DE COMMANDE DE SERVICES DE PRESELECTION (6-D.1.5)

S'agissant de l'allègement de la procédure de collecte de mandat, Free est très réservée sur la notion de « mandats vocaux » mise en avant par certains « présélectionneurs » en tant que ne protégeant pas de manière suffisante les clients. Aussi, Free estime que le mécanisme le plus protecteur des intérêts de chacune des parties serait la fourniture d'un mandat électronique généré par interaction entre le client final et le système d'information de France Télécom. Free relève d'ailleurs que France Télécom accepte des demandes de ses clients émises en ligne, après contrôle par un mécanisme simple de l'habilitation du demandeur à solliciter la prestation demandée (mise en service de services de boucle locale, abonnement à une option tarifaire, etc.)

8.6 PRESTATIONS DE FACTURATION POUR COMPTE DE TIERS (6-D.2)

Free considère que le dispositif ubuesque⁶ issu de la mise en œuvre de la décision 01-474 est inapproprié et inefficace.

Free observe que ce dispositif crée une asymétrie entre exploitant dès lors que seule France Télécom agit en mandataire *non du croire*, tous les autres exploitants agissant en tant que mandataire opaque à l'égard du client final et assumant non seulement la facturation et l'encaissement mais également le recouvrement amiable ou contentieux ainsi que les impayés éventuels.

Approchée par Free, France Télécom a d'ailleurs refusé le plus énergiquement possible que :

- Free n'agisse, à l'égard de ses abonnés Freebox®, comme mandataire *non du croire* dans le cadre de la prestation de facturation qu'effectue Free pour les communications émises par ses abonnés vers les services Audiotel® de France Télécom ;
- que Free ne coupe d'autorité l'accès aux services Audiotel® dont le contenu est manifestement incompatible avec les « règles » déontologiques (ces services « douteux » sont malheureusement très nombreux sur le réseau Audiotel®, comme l'expose le Conseil Supérieur de la Télématique dans ses avis).

La décision 01-474 constitue de toute évidence une très mauvaise décision qui n'a donné satisfaction à aucune partie, France Télécom formant un recours devant la Cour d'appel de Paris pour obtenir une modification du tarif issu du dispositif de la décision de l'Autorité⁷, les exploitants tiers déplorant le mécanisme opérationnel constituant une évidente barrière à l'entrée sur le marché et les clients finals ne comprenant pas l'objet d'une facture de quelques centimes d'euros.

Free estime justifié que l'expérience du « troisième volet » cesse le plus rapidement possible compte tenu de l'échec patent de ce dispositif qui crée une discrimination évidente entre France Télécom et les exploitants tiers.

⁶ Rappelons qu'au terme de cette décision, France Télécom émet des factures d'un montant de quelques centimes d'euros et effectue des opérations de relance lorsque des créances de quelques centimes d'euros demeurent impayées à la date d'échéance. De même, France Télécom émet à l'attention des entreprises multi-sites ou des administrations gérés par le système de facturation « Entreprises » des milliers de micro-factures d'un montant unitaire de quelques centimes d'euros, ce qui plonge notamment les comptables publics dans l'extrême difficulté d'organiser les paiements !!!

⁷ Rappelons que le tarif issu de la décision 01-474 a été finalement multiplié par trois dans le cadre de la négociation relative à l'approbation de l'édition 2004 du catalogue d'interconnexion de France Télécom

8.7 INTERCONNEXION FORFAITAIRE POUR L'ACCES A INTERNET (6-D.3)

Pour ses propres besoins dans le cadre des offres de détail commercialisées sous la marque « Wanadoo » ou des offres de gros faites à des fournisseurs de service (AOL, Club Internet), France Télécom interconnecte directement ses serveurs d'accès distants à ses équipements de commutation, des acheminements spécifiques étant mis en œuvre dans le but de « protéger » le trafic téléphonique traditionnel (voix).

L'introduction de l'interconnexion forfaitaire Internet a permis aux exploitants tiers de bénéficier, toutes choses égales par ailleurs, de conditions d'interconnexion similaires à celles dont bénéficie France Télécom pour ses propres besoins, ce qui a permis d'assurer des conditions de concurrence loyale au bénéfice des clients finals.

La mise en place de cette offre d'interconnexion durant le premier semestre 2002 s'est traduite par une refonte totale des architectures d'interconnexion. Cette refonte s'est traduite par une facturation par France Télécom « d'offres sur mesure » dont l'assiette a dépassé le million d'euros⁸.

S'agissant de Free, le trafic collecté par France Télécom au niveau de ses centres de transit est présenté à Free sur plusieurs faisceaux, dont l'un est dédié au trafic Internet entrant. Ce faisceau unique raccorde un centre de transit du réseau de France Télécom à des NAS, le mode d'exploitation étant le mode associé.

Free estime que l'accès accordé par France Télécom depuis l'inscription au catalogue de cette offre d'interconnexion doit être maintenu et ne pas être retiré brutalement, ce qui conduirait à une stérilisation d'investissements consentis par le passé (passerelles de signalisation, offres sur mesure, etc.).

Free estime pleinement justifié le maintien du principe de l'acheminement entre les CA d'une Zone de Transit donnée vers un unique Centre de Transit de cette zone. Ce principe d'acheminement simplifié concourt à l'efficacité de l'architecture. Aussi, le tarif sous-jacent inscrit dans le catalogue traduit-il cette efficacité.

Pour les mêmes raisons que celles évoquées par l'Autorité dans le cadre de son analyse de l'offre de débordement au CA, Free estime totalement justifié de réintroduire le débordement vers un faisceau facturé à la durée au niveau de la couche de transit.

8.8 « FOURNITURE EN GROS DU SERVICE TELEPHONIQUE » OU « VENTE EN GROS DE SERVICE DE RACCORDEMENT » ? (6-D.4)

Free croit comprendre que la dénomination choisie vise à introduire une prestation dans laquelle tout lien commercial entre le client final et France Télécom devrait être rompu, ce que ne laissait pas forcément supposer le terme « revente en gros de l'abonnement ».

Free approuve sans réserve le principe d'une mesure au terme de laquelle tout lien commercial entre France Télécom et le client final est rompu, l'expérience passée démontrant la violation manifeste et patente par France Télécom des différentes obligations issues des textes législatifs et

⁸ Ces frais d'offres sur mesure ont représenté pour Free plus de 1 000 EUR par BPN d'interconnexion mis en place dans le cadre de cette offre d'interconnexion

réglementaires, violation mises en œuvre dans le cadre du lien commercial établi entre France Télécom et le client final au titre de l'accès au service téléphonique⁹.

Free aurait préféré que l'Autorité utilise le terme « fourniture en gros de l'accès au service téléphonique de France Télécom » qui traduit précisément la prestation demandée à France Télécom. En effet, le terme de « vente en gros de services de raccordement » laisse planer un énorme doute sur la propriété de l'infrastructure concernée (boucle locale métallique, unités de raccordement d'abonnés, etc.) ce qui peut être source de contentieux épineux.

Free estime que le terme « *fourniture en gros d'accès au service téléphonique* » est pleinement conforme à l'article 12 de la Directive « Accès » qui évoque « *la fourniture de services de gros en vue de leur revente par des tiers* ».

Free estime qu'une autorité de régulation nationale doit nécessairement faire preuve de la plus extrême prudence et se doit de faire reposer sa décision sur des motivations sérieusement étoffées faire preuve de lorsqu'elle envisage d'appliquer une mesure non définie précisément par les textes européens. Dans le cas d'espèce, l'Autorité place la mesure proposée sous le régime de l'article 12.1 d) de la Directive « Accès », dont les termes ne sont pas aussi précis que les dispositions traitant de la sélection du transporteur ou de l'accès à la boucle locale.

Une Autorité de régulation nationale se doit d'apprécier la proportionnalité de la mesure qu'elle envisage d'appliquer. Elle doit également analyser l'impact de la mesure envisagée sur le fonctionnement du marché et la possibilité de « dommages collatéraux » affectant l'exercice de la concurrence, stérilisant les investissements passés.

Si une Autorité de régulation nationale, après une analyse rigoureuse de l'impact de la mesure proposée, suspecte que des dommages collatéraux risquent de se produire sur d'autres marchés que le marché concerné, elle se doit d'écarter, conformément aux textes communautaires, l'application de la mesure concernée.

C'est dans ce contexte de prudence, motivation, proportionnalité et de mesures des dommages collatéraux portés au marché que Free commentera le projet de mesures qu'envisage l'Autorité.

8.8.1 Sur l'intitulé de la mesure proposée

Free s'interroge sur l'intitulé de la mesure proposée que l'Autorité désigne étrangement sous le vocable « vente en gros du service de raccordement ».

En effet, le service « *vendu au détail par des tiers* » repose de toute évidence sur l'exploitation d'Unités de Raccordement d'Abonnés (et d'autres équipements actifs) de France Télécom.

Ainsi, la mesure envisagée ne constitue ni plus ni moins que de la fourniture en gros du service téléphonique de France Télécom. C'est donc sous ce terme qu'il convient de faire référence à la mesure proposée.

L'intitulé de la mesure repose donc sur une analyse erronée de la prestation demandée à France Télécom puisque l'Autorité confond « accès au réseau » et « accès au service », ce qui constitue une erreur d'appréciation.

⁹ France Télécom a en effet été condamné par différents tribunaux à de très lourds dommages et intérêts pour avoir mis en œuvre, à l'échelle industrielle, des procédures de « win back » dans le but de reconquérir les clients de Télé2, Cegetel ou 9 Télécom.

Cette confusion, si elle n'est pas corrigée à l'issue de la présente consultation, porte plusieurs conséquences néfastes pour l'industrie que Free exposera ultérieurement dans le cadre de la présente réponse.

Free estime que la mesure proposée devrait être intitulée « *fourniture en gros d'accès au service téléphonique [de France Télécom]* » pour les raisons suivantes :

- cet intitulé décrit exactement la prestation demandée à France Télécom ;
- l'avantage d'écarter les dommages collatéraux que pourrait provoquer un intitulé inexact sur la possibilité de fournir aux clients finals des services haut débit (accès Internet, télévision numérique, etc.), quel que soit le mode d'accès choisi par le fournisseur de services haut débit en réponse à la demande exprimée par le client final :
 - o accès au DSLAM de France Télécom
 - o accès partagé à la boucle locale métallique ;
- respect de la pleine et entière propriété de France Télécom sur les liaisons de la boucle locale métallique supportant le service fourni aux clients finals

Free s'interroge également sur les conséquences juridiques du choix de « *vente de services de raccordements* ». Les liaisons de la boucle locale métallique supportant « *la vente de services de raccordements* » envisagée par l'Autorité ne serait-elle plus la pleine et entière propriété de France Télécom à l'issue d'une commande émise par un demandeur ? Si tel devait être le cas, la mesure semble à première vue excessive et disproportionnée au regard de l'objectif recherché. Curieusement, l'Autorité n'adresse pas cette question, pourtant essentielle, ce qui témoigne d'une analyse insuffisante.

8.8.2 Sur la motivation de la mesure proposée

8.8.2.1 Les « difficultés organisationnelles » des ménages

L'Autorité avance l'extrême difficulté d'ordre organisationnelle dont souffriraient les ménages (cf D 4,2,1 « *cette situation introduit davantage de complexité pour l'utilisation dans la gestion de ses factures et la maîtrise de ses dépenses* ») pour justifier une mesure qui n'est pas anodine compte tenu de son impact sur le marché de l'accès à la boucle locale.

Free ne partage pas entièrement la perception des services de l'Autorité selon lesquels les ménages seraient victimes de « difficultés organisationnelles » qu'il conviendrait de corriger sans délais par l'application d'une mesure. En effet, Free constate :

- que tous les opérateurs :
 - o proposent à leur clientèle un accès – sous une forme ou une autre – à un service clientèle capable d'informer en cours de cycle de facturation sur l'évolution de la consommation. Les ménages disposent donc d'outils leur permettant de maîtriser leurs dépenses téléphoniques. Aussi, Free ne partage pas la vision de l'Autorité sur la supposée « *complexité relative à la maîtrise des dépenses* » ;
 - o pratiquent le prélèvement automatique à date d'échéance des factures émises, ce qui évite aux ménages « *d'organiser deux paiements séparés* » ;
- que les ménages doivent faire face chaque mois à de nombreuses factures, impositions et taxes de toute nature et remboursement d'emprunts à acquitter dans des délais différents. Dès lors, la « *difficulté organisationnelle* » qu'éprouveraient les ménages à gérer d'une part une facture d'accès au service téléphonique et d'autre part une facture de trafic n'existe que dans l'imagination de l'Autorité ;
- la plupart des ménages gère également des factures de téléphonie mobiles, voire d'accès Internet (bas ou haut débit), ce qui ne semble pas avoir posé de difficultés particulières aux ménages puisque le taux de croissance de ces secteurs a été très soutenu depuis plusieurs années.

8.8.2.2 L'immense avantage immense dont bénéficie France Télécom, du fait d'une relation commerciale obligatoire dans le cadre de l'accès au service téléphonique en position fixe

L'Autorité évoque l'immense avantage dont bénéficie France Télécom du fait d'une relation commerciale obligatoire établie au titre de l'accès au service téléphonique.

Free partage sans réserve l'analyse de l'Autorité.

Ainsi, la fourniture en gros d'accès au service téléphonique constitue une mesure pleinement justifiée non seulement au regard de l'insuffisance des mesures existantes mais également au regard du comportement passé et futur de France Télécom.

En effet, la violation manifeste et patente par France Télécom des différentes obligations issues des textes législatifs et réglementaires, violations mises en œuvre dans le cadre du lien commercial établi entre France Télécom et le client final au titre de l'accès au service téléphonique, a été démontré à de très nombreuses reprises non seulement par les tribunaux¹⁰ mais également par une décision de l'Autorité – malheureusement non publique – contre laquelle France Télécom n'a pas formé de recours en annulation devant le Conseil d'Etat, ce qui constitue un aveu par France Télécom de la gravité des manquements commis par le passé.

8.9 SUR LES EVENTUELS DOMMAGES COLLATERAUX DE LA MESURE PROPOSEE

8.9.1 Sur l'accès large bande (accès à la boucle locale métallique et accès aux DSLAM de France Télécom)

L'Autorité avance qu'une liaison de la boucle locale métallique faisant l'objet d'un service téléphonique de France Télécom « vendu en gros » à de simples revendeurs ne saurait faire l'objet d'une demande de dégroupage (point 6-D-4.4.5 du projet de décision).

Free ne partage pas entièrement l'analyse de l'Autorité.

Tant le règlement européen que le code des postes et communications électroniques en sont sans ambiguïté : toute liaison de la boucle locale métallique de France Télécom peut faire l'objet d'une demande d'accès et l'opérateur notifié est tenu d'honorer les demandes. En application de ces principes, les conventions conclues entre France Télécom et les demandeurs d'accès ne prévoient que quelques cas précis dans lesquels les demandes d'accès ne peuvent être satisfaites, notamment en cas d'absence de continuité métallique entre le point de terminaison situé dans le local de l'utilisateur et le répartiteur d'entrée.

Les services de l'Autorité semblent estimer, au terme de leur analyse, qu'il conviendrait d'ajouter au périmètre des liaisons métalliques auxquelles les demandeurs ne peuvent avoir accès pour des raisons techniques bien précises, tout un ensemble de liaisons, pour des raisons purement commerciales. Free s'étonne de l'absence d'analyse par l'Autorité des conséquences d'une telle extension du parc des liaisons non éligibles à l'accès à la boucle locale, qu'il soit partagé (avec le service téléphonique de France Télécom fourni en gros) ou total.

Free considère qu'une liaison de la boucle locale métallique de France Télécom faisant l'objet d'un accès au service téléphonique de France Télécom « fourni en gros » à des revendeurs, reste la pleine et entière propriété de France Télécom et ne saurait dès lors être soustraite des obligations décrites dans le règlement européen, reprises par en droit national par le code des postes et communications électroniques.

¹⁰ France Télécom a en effet été condamné par différents tribunaux à de très lourds dommages et intérêts pour avoir mis en œuvre, à l'échelle industrielle, des procédures de « win back » dans le but de reconquérir les clients de Télé2, Cegetel ou 9 Télécom.

Free s'étonne également que les services de l'Autorité n'aient pas analysé les conséquences sur la fourniture par France Télécom d'accès en gros à ses DSLAM (IPADSL ou ACA) à des exploitants tiers. L'Autorité estime-elle que « la fourniture en gros de services de raccordement » serait compatible avec la fourniture par France Télécom d'accès large bande ? Si tel est le cas, la position de l'Autorité conduirait à l'établissement, au profit de France Télécom, d'une discrimination manifeste entre France Télécom et les opérateurs dégroupés.

Free s'étonne également de l'absence d'analyse de l'Autorité sur le parc existant d'accès partagés à la boucle locale établis au profit de clients finals qui souhaiteraient bénéficier du service téléphonique de France Télécom commercialisé en gros par des revendeurs : ces accès partagés considérés seront-ils purement et simplement résiliés d'office ? Ces accès partagés seront-ils purement et simplement transformés en accès large bande fourni en gros par France Télécom sur ses DSLAM ?

Free croit comprendre que la mesure proposée vise à établir, au profit des revendeurs du service téléphonique que France Télécom leur fournira en gros, un parc de clients captifs et préempté qu'aucun autre fournisseur de service de communications électroniques ne pourra adresser pour fournir notamment des services d'accès large bande (Internet, télévision numérique, etc.).

Pour toutes ces raisons, Free ne peut que manifester ses plus vives réserves et considère que la création d'un parc « captif » et « préempté » affecte de manière disproportionnée les conditions de fonctionnement du marché de détail de l'accès large bande. Dès lors, Free souhaite que le projet de mesure soit amendé dans le sens de prévoir de manière plus pragmatique que France Télécom est tenu de fournir en gros le « service téléphonique » établi par exploitation des bandes basses du spectre. Ainsi, sur une liaison de boucle locale donnée doivent cohabiter de manière la plus harmonieuse possible :

- le service téléphonique de France Télécom commercialisé par France Télécom et des services fournis sur la bande large (établi par partage de l'accès ou sur DSLAM FT) ;**
- le service téléphonique de France Télécom commercialisé par un revendeur et des services fournis sur la bande large (établi par partage de l'accès ou sur DSLAM FT)**

8.9.2 Sur l'accès aux services spéciaux (6-D.4.4.4 du document soumis à consultation)

Le mécanisme de sélection du transporteur n'est pas ouvert à ce jour pour l'accès aux services spéciaux payants pour l'appelant mettant en œuvre, d'une manière ou d'une autre, des mécanismes de reversements par lesquels l'éditeur de service reçoit une rémunération.

Sur l'accès bas débit au réseau Internet

Deux modes d'accès ont été historiquement proposés à la clientèle :

- le mode « pay as you go » : France Télécom (ou un opérateur de boucle locale) facture le client du fournisseur d'accès
- le mode « forfait » : le fournisseur de service Internet facture son client

L'accès « pay as you go » est essentiellement commercialisé par trois opérateurs verticalement intégrés (France Télécom, Free, Tiscali), les fournisseurs sans réseau (AOL, Club Internet, etc.) ne semblant plus être

actifs sur ce marché. Historiquement, ce marché a fortement contribué à la capacité qu'ont eu ces exploitants à différencier leurs offres d'accès Internet, notamment par la mise en œuvre d'accès large bande dans des zones de plus en plus rurales, ce qui a profité au consommateur. Ce marché est très sensible et l'Autorité devra prendre garde, conformément aux textes européens, à ne pas ordonner de mesures entraînant des dommages collatéraux.

Le trafic est essentiellement écoulé sur des ressources d'interconnexion, de la responsabilité de l'opérateur demandeur de la prestation de départ d'appels (et éventuellement d'un acheminement CT- CT). A ce titre, l'opérateur interconnecté avec France Télécom assure de dimensionnement sur la base de l'évolution de son parc de clients. Ces ressources d'interconnexion sont facturées au forfait (cf offre « IFAI » du catalogue d'interconnexion de France Télécom).

La prestation fournie par France Télécom est une prestation de collecte d'appels à laquelle s'ajoute, pour le trafic relatif au numéros « payants pour l'appelant », une prestation de facturation en mode « opaque ».

La rémunération de l'opérateur demandeur consiste en une « commission » versée par l'opérateur raccordant l'appelant, conformément aux principes comptables guidant les prestations de facturation pour compte de tiers en mode « opaque » (cf Lefevre)

Le mode de calcul de cette rémunération a fait l'objet de nombreuses décisions prises par l'Autorité dans le cadre de demandes d'arbitrages soumis par des opérateurs tiers. Brièvement, la commission est calculée en prenant en compte la recette moyenne générée par chacun des segments marketing définis par France Télécom puis en retranchant le supposé coût de gestion des options tarifaires de France Télécom. Ce système est mis en place depuis près de quatre années et donne entière satisfaction à toutes les parties : France Télécom, opérateurs de collecte, fournisseurs d'accès et client final.

Si la prestation de « *fourniture en gros d'accès au service téléphonique de France Télécom* » devait être imposée, il conviendrait de prévoir un mécanisme permettant aux revendeurs du service téléphonique de France Télécom de facturer les appels émis par les clients des fournisseurs d'accès Internet (essentiellement Wanadoo, Free et Tiscali).

L'Autorité devra retenir, conformément aux textes communautaires, la solution qui perturbe le moins le marché, parmi les solutions qui peuvent être envisagées

Option 1 : l'acheminement depuis l'Unité de Raccordement d'Abonnés de France Télécom jusqu'au point d'interconnexion entre France Télécom et l'opérateur reste assuré par France Télécom. Cette option, que Free soutient, présente l'immense avantage :

- de garantir (comme aujourd'hui) un mécanisme d'acheminement le plus efficace sur le plan technique en tant qu'elle écarte tout « tromboning » des communications entre le client appelant et le fournisseur d'accès Internet ;
- de ne pas altérer le dimensionnement des ressources d'interconnexion facturées au Forfait au fournisseur d'accès ;
- de ne pas altérer le mécanisme de calcul du commissionnement dont bénéficie le fournisseur d'accès
- d'être neutre et de s'inscrire dans le relations contractuelles existantes entre France Télécom et les fournisseurs d'accès

Sur le plan financier, le mécanisme simple suivant peut être envisagé:

- l'opérateur facture mensuellement à France Télécom sa commission sur la base de la mesure du volume écoulé à l'interconnexion, ce qui ne change rien par rapport à la situation existante ;
- France Télécom facture mensuellement à l'opérateur
 - o Sa prestation de collecte de trafic, ce qui ne change rien par rapport à la situation existante ;
 - o Sa prestation de facturation (4% du montant de la commission), ce qui ne change rien par rapport à la situation existante
- France Télécom communique mensuellement à chacun des revendeurs de son service téléphonique et pour chacun des clients concernés le détail des communications émises vers les services Internet payant pour l'appelant, ce qui est une nouveauté par rapport à la situation existante ;
- France Télécom valorise les détails de communication et facture les revendeurs, sur la base d'une grille tarifaire équivalente au commissionnement moyen
- Les revendeurs facturent les clients finals sur la base des détails de communication communiqués par France Télécom, ce qui constitue une nouveauté par rapport à la situation existante

Option 2 :

Cette option perturbe considérablement les relations existantes et, dès lors, ne répond pas aux objectifs de proportionnalité.

En effet, elle confie au « revendeur du service téléphonique de France Télécom » le soin de procéder au dimensionnement des faisceaux d'interconnexion concernant du trafic sur lequel ce revendeur n'a aucune visibilité puisqu'il ne fournit pas à son client le service d'accès à Internet en bande basse.

Curieusement, l'Autorité ne discute pas du cas de figure où le revendeur ne disposerait pas d'interconnexion avec l'opérateur « internet ».

Deux sous-options peuvent être imaginées :

Option 2a

Un régime hybride consistant d'une part en une collecte d'appels pour le trafic émis par les abonnés raccordés à France Télécom dans le cadre d'un abonnement vendu au détail par France Télécom et d'autre part en une terminaison d'appels pour le trafic émis par les abonnés raccordés dans le cadre de l'accès au service téléphonique de France Télécom fourni en gros à des tiers en vue de leur revente sur le marché de détail est mis en place.

Option 2b

En effet, la mise en place de ce mécanisme entraîne *ipso facto* la fin du régime de collecte d'appels s'agissant des services d'accès à Internet payants pour l'appelant compte tenu de la difficulté à prévoir un régime hybride consistant en une collecte d'appels d'une part pour le trafic émis par les abonnés raccordés à France Télécom dans le cadre d'un abonnement vendu au détail par France Télécom et d'autre part en une terminaison d'appels pour le trafic émis par les abonnés raccordés dans le cadre de l'accès au service téléphonique de France Télécom fourni en gros à des tiers en vue de leur revente sur le marché de détail.

- le fournisseur d'accès à Internet présentera une offre de terminaison d'appels à France Télécom, ce qui nécessite d'une part la négociation de conditions techniques et tarifaires non actuellement prévues dans les pièces contractuelles existantes. Free éprouverait les

- plus grandes difficultés à voir son commissionnement être altéré dans le cadre de ce changement de règles établies
- des ressources d'interconnexion spécifiques et dédiées doivent être mises en place, ce qui nécessite de très long délais

Sur le plan financier :

- l'opérateur Internet facture mensuellement aux différents exploitants une prestation de terminaison d'appels relative à l'accès de ses clients à ses services d'accès Internet ;
- France Télécom facture mensuellement aux « revendeurs de son service téléphonique » une prestation de collecte d'appels
- Les revendeurs facturent les clients

8.9.3 Sur l'accès au service de sélection du transporteur (6-D.4.4.5 du document soumis à consultation)

Free estime que les dispositions de la Directive « Service Universel » s'appliquent à toutes les liaisons de la boucle locale métallique de France Télécom sur laquelle est exploité l'accès au service téléphonique de France Télécom, même fourni en gros à des tiers.

Dès lors, la sélection appel par appel du transporteur doit continuer à pouvoir être sollicitée par tous les clients finals, même s'ils sont clients d'un exploitant leur commercialisant des accès au service téléphonique que France Télécom fournirait en gros.

8.9.4 Sur la portabilité « fictive » (6-D.4.4.3 du document soumis à consultation)

La notion de portabilité « fictive » est tirée par les cheveux.

8.9.5 Ce que Free estime être une mesure proportionnée et justifiée, remplissant les objectifs visés

8.9.5.1 Première option : une solution de « confort »

Free considère que la mesure proposée devrait être intitulée « *fourniture en gros d'accès au service téléphonique de France Télécom* », ce qui traduit mieux le fait que France Télécom reste d'une part entièrement propriétaire des liaisons métalliques concernées et, d'autre part, exploite toujours le service téléphonique (départ d'appels, arrivée d'appels, services de boucle locale, etc.).

Free souhaite que la fourniture en gros, à un revendeur donné, d'accès au service téléphonique de France Télécom n'interfère en aucune manière avec la possibilité de fournir aux clients finals des accès large bande, quel que soit le mode d'accès (accès partagé, accès aux DSLAM de France Télécom) et quel que soit l'opérateur large bande demandeur.

Bien évidemment, une liaison supportant le service téléphonique de France Télécom fourni en gros à un tiers donné doit pouvoir faire l'objet d'une demande de dégroupage total exprimée par n'importe quel signataire de la convention d'accès à la boucle locale.

Réciproquement, une liaison de la boucle locale établie au profit d'un opérateur donné doit pouvoir basculer vers le service téléphonique de France Télécom, même fourni en gros au profit d'un revendeur.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de considérer que France Télécom mettrait en œuvre une portabilité dont le caractère « fictif » est reconnu par l'Autorité.

8.9.5.2 Seconde option : une prestation plus compliquée mais ouvrant potentiellement la porte à l'innovation

Dans cette option, France Télécom met en œuvre une sorte de dégroupage total pour ses propres besoins :

- « DSLAMiserait » une ligne d'abonnés ;
- construirait un VC dont les caractéristiques (débit crête, qualité de service) sont conformes à ce que l'on peut attendre du service téléphonique émis d'un point fixe ;
- achemine le trafic jusqu'à un point de livraison donné
- résilie commercialement le service téléphonique exploité sur ses Unités de Raccordement d'Abonnés sur la bande basse du spectre
- met en œuvre le cas échéant la portabilité du numéro précédemment attribué à son ancien client

Ainsi, le demandeur, serait en mesure de proposer un accès à son propre service téléphonique en maîtrisant la plupart des paramètres (départ d'appels, arrivée d'appels, service « confort » de boucle locale, etc.).

Le tarif de la prestation doit être établi en référence aux coûts sous-jacents :

- accès total à la boucle locale métallique de France Télécom ;
- équipements actifs de raccordement d'abonnés
- collecte de trafic et livraison en un point donné ;
- etc

Cette configuration offre la possibilité d'établir, pour un accès donné, un accès large bande par construction d'un (ou de plusieurs) VC spécifiques dont les paramètres peuvent être adaptés à la fourniture de services d'accès Internet haut débit ou à la diffusion de services de télévision numérique.

A première vue, cette configuration semble réservée à des exploitants sachant exploiter un réseau et exclut les simples revendeurs dont l'action se limite à établir une facture. D'un autre côté, elle stimule la créativité des exploitants.

8.10 TRANSPARENCE (6-E)

Free soutient sans réserve la proposition soigneusement motivée de l'Autorité visant à imposer à France Télécom la publication d'une Offre de Référence dont le contenu devra être le plus détaillé possible, particulièrement au regard des prestations spécifiques ou connexes (facturation pour compte de tiers, interconnexion forfaitaire pour l'accès à Internet, fourniture en gros du service téléphonique de France Télécom, sélection du transporteur, départ d'appels vers les services spéciaux d'opérateurs tiers, prestation de transit inter-opérateurs, départ d'appels depuis les publiphones, etc.).

Free estime indispensable que les tarifs de toutes les prestations annexes ou connexes soient exposés dans l'offre, notamment la majoration publiphonie (que ce soit celle relative aux numéros gratuits que celle relative aux numéros payants), la valorisation des prestations de facturation pour compte de tiers, de mise en œuvre de la présélection, des frais d'abonnement aux ressources d'interconnexion forfaitaire, des prestations de transit inter-opérateurs, les éventuels frais de « réaménagement » de l'interconnexion, accès aux sites, etc.

Free estime que tout projet de modification de l'Offre de Référence doit être publié avec six mois de préavis, ce qui constitue un délai très raisonnable.

8.11 CONTROLE DES TARIFS (6-F)

L'Autorité motive très soigneusement sa proposition d'imposer une structure tarifaire reflétant les coûts sous-jacents. Free soutient sans réserve cette proposition mais souhaite cependant que l'Autorité réexamine sérieusement et énergiquement le tarif des frais de réaménagement de l'interconnexion.

En effet, France Télécom facture en moyenne plus de 1 000 EUR / BPN faisant l'objet d'un réaménagement des prestations que les techniciens de Free exécute en quelques minutes. Sauf à imaginer un niveau d'inefficacité extrême de la part des agents de France Télécom, ce qui est absurde, les tarifs exposés dans le catalogue sont manifestement incohérents avec la réalité des coûts sous-jacents.

8.11.1 Départ d'appels depuis le CA et terminaison intra-CA (6-F.3)

8.11.2 Acheminement CA-CT (6-F.4)

Free observe que, toutes choses égales par ailleurs, le tarif de l'acheminement CA-CT de France Télécom est largement supérieur à celui de BT. Ce constat fait l'unanimité parmi l'industrie.

Le modèle CMILT établi par le cabinet TERA durant l'année 2001 a démontré que le tarif de l'acheminement CA-CT était largement supérieur aux coûts, sans que l'industrie n'apporte une éventuelle contradiction aux résultats du modèle.

Ainsi, Free estime injustifié de continuer à maintenir un tarif d'acheminement CA-CT largement supérieur aux coûts, saut à maintenir certaines rentes.

Les craintes soulevées par l'Autorité dans son document sont infondées. En effet, les exploitants se déterminent, pour raccorder un site France Télécom, sur le potentiel des accès sous-jacents, l'accès à la boucle locale (NRA) étant désormais une tête de pont pour construire une colocalisation, puisque généralement les CA sont situés dans les mêmes bâtiments que les NRA.

Free souhaite donc que l'Autorité fasse une application stricte du principe d'orientation vers les coûts, ce qui doit se traduire par un resserrement de l'écart des tarifs entre le départ d'appels au CA et le simple transit.

AU vu des résultats du modèle développé par TERA et prenant en compte la rationalisation de l'architecture de l'acheminement CA-CT¹¹, Free considère que le différentiel ne devra pas être supérieur à 1,5.

Free estime que les exploitants déjà raccordés aux commutateurs d'abonnés ne devrait pas voir leurs investissements « sacrifiés » si le différentiel des tarifs entre l'intra-CA et le simple transit devait être abaissé dès lors tous ces exploitants (Free, Cegetel, Neuf, etc.) accèdent, dans ces sites, à d'autres ressources fournies par France Télécom (brasseurs liaison, brasseurs ATM, colocalisation des DSLAM, etc.).

Free note par ailleurs que France Télécom rationalise également son niveau de commutation locale en supprimant de nombreux commutateurs MT25. Cette rationalisation doit se traduire dans les tarifs.

¹¹ De nombreux centres de transit desservent désormais plusieurs « zones de transit ». A titre d'exemple, NT06 dessert la Bretagne et les Pays de Loire, SG04 couvre l'Alsace et la Bourgogne.

Free est interpellée par le niveau d'extrême efficacité atteint par France Télécom depuis deux ans. Les résultats du plan TOP, largement médiatisés auprès de la communauté financière, qui se traduit par une baisse des investissements et une optimisation considérable des coûts d'exploitation du réseau fixe, doivent se concrétiser dans les tarifs dès lors qu'avaient été pris en compte par l'Autorité une inefficacité historiquement élevée.

8.11.3 Acheminement CT-CT

Free soutient la proposition motivée de l'Autorité.

8.11.4 Transit outre mer (F-6)

Free soutient la proposition motivée de l'Autorité.

8.11.5 Prestations spécifiques et connexes (F-7)

Free soutient la proposition motivée de l'Autorité

8.11.6 Vente en gros de services de raccordement / fourniture en gros du service téléphonique (F-8)

Free estime que le tarif de la « *vente en gros de services de raccordement / fourniture en gros d'accès au service téléphonique de France Télécom* » doit être établi en référence au tarif de l'accès total à la boucle locale métallique, y compris les tarifs des prestations connexes (colocalisation, renvoi des paires entre le répartiteur général et le répartiteur cuivre opérateur, alimentation des équipements en énergie, frais d'accès aux sites, etc.).

En effet, ce principe de fixation du tarif est le seul susceptible de promouvoir l'entrée d'exploitants efficaces sur le marché de l'accès, ce que ne permet pas le « *retail minus* », établi en référence aux coûts historiques de France Télécom.

8.11.7 Modalités du contrôle tarifaire (F-9)

Free estime que le besoin de visibilité est indispensable. Dès lors, toute modification des tarifs de l'Offre doit faire l'objet d'un préavis décent, dont le délai ne saurait être inférieur à 6 mois.

Il serait inacceptable d'être notifié nuitamment de modifications tarifaires relatives à des prestations qu'un exploitant ne peut se fournir auprès d'un autre opérateur que France Télécom¹².

Dans un arrêt récent, le Conseil d'Etat a estimé justifié qu'en matière tarifaire une autorité de régulation puisse modifier l'offre de référence d'un opérateur puissant.

Dès lors, tout projet de modification tarifaire doit être portée à la connaissance de l'Autorité avec un préavis pour que celle-ci puisse examiner dans la sérénité si les tarifs sont conformes aux principes établis. Bien évidemment, France Télécom devra fournir à l'Autorité tout élément justifiant la modification tarifaire envisagée pour que l'Autorité puisse effectuer son contrôle dans la sérénité.

¹² France Télécom introduit dans ses contrats des clauses inutilement vexatoires ainsi rédigées « *en cas de désaccord avec les tarifs notifiés, #l'opérateur# a la possibilité de résilier moyennant un préavis de trois mois* », sachant très bien que le demandeur est dans l'impossibilité pratique de contractualiser avec d'autres fournisseurs.

9 SEPARATION COIMPTABLE (6-G)

Free approuve le projet d'imposer une obligation de séparation comptable visant à vérifier le respect des obligations de non-discrimination ou d'orientation vers les coûts.

10 OBLIGATION SUR LES MARCHES DE DETAIL (7)

10.1 SUR LES TARIFS DE DETAIL DES COMMUNICATIONS

L'Autorité propose d'appliquer des obligations énumérés dans la Directive « Service Universel ».

Free approuve sans réserve la proposition soigneusement motivée de l'Autorité et relève que les obligations proposées sont proportionnelles aux objectifs poursuivis.

10.2 ALLEGEMENT DU CONTROLE TARIFAIRE (7-D)

A titre liminaire, Free constate que de très nombreuses décisions tarifaires sont passés « comme une lettre à la Poste » mais que dans de rares cas, l'avis émis par l'Autorité a permis que France Télécom fasse évoluer sa proposition initiale dans un sens plus respectueux de l'intérêt du consommateur (fixation du tarif vers les services personnels et universels de Free et Wanadoo par exemple) ou de conditions de concurrence loyales entre exploitants.

Cependant, Free relève que l'Autorité a exercé, dans le cadre de la procédure d'homologation par les ministres des évolutions des tarifs de détail de France Télécom, son pouvoir d'avis dans un sens manquant parfois de cohérence.

A titre d'exemple, Free constate:

- que l'Autorité avait émis en 2001 un avis favorable à la décision tarifaire introduisant une offre couplant l'accès aux communications (Ma Ligne Locale® et Ma Ligne France®) puis avait émis, en réponse à une demande du Conseil de la concurrence, un avis diamétralement opposé au terme duquel elle estimait que l'offre de France Télécom était manifestement abusive !!!;
- qu'il est arrivé à l'Autorité d'émettre des avis défavorables « incompréhensibles » : c'est ainsi que France Télécom n'a pu généraliser, voici quelques années, son service personnel universel (Flexiligne®) à la suite d'un avis défavorable émis par l'Autorité ;
- que la modification de la grille tarifaire des communications au départ des publiphones a donné lieu à quelques mois d'intervalles à des avis contradictoires ...
- que la modification du tarif de l'offre IPADSL 2048 a donné lieu à quelques semaines d'intervalle à des avis divergents !

L'Autorité propose que toute décision tarifaire soit préalablement communiquée à l'Autorité.

Free approuve sans réserve cette proposition soigneusement motivée qui offre notamment la possibilité, dans le cas où une offre de détail ne pourrait être répliquée en l'absence d'offres de gros appropriées, de demander à France Télécom l'enrichissement de ses différentes offres de référence.

10.3 ENCADREMENT PLURIANNUEL DES « TARIFS DE BASE » VERS LES MOBILES ET LE FIXE (7-E.1 ET 7-E.2)

L'Autorité propose une clause d'encadrement pluriannuel à l'évolution des tarifs de base (décrits notamment aux rubriques A3, A11 et A12 du catalogue des prix).

Free approuve sans réserve cette proposition soigneusement motivée d'encadrement des tarifs de base de France Télécom.

10.4 SEPARATION COMPTABLE (7-F)

L'Autorité propose d'imposer une obligation de séparation comptable au terme d'une analyse motivée.

Free approuve sans réserve cette proposition.